

OB.

Confidentiel.

13 Juil. 7.
Orig. communication.
26.7.38

Notice sur la situation générale.

Dans l'après-midi du 21 juillet, nous avons été informés par l'intermédiaire du Ministère public que l'on procédait dans la région frontalière allemande à des réquisitions de camions et d'automobiles. L'Etat-major général, avec lequel nous avons immédiatement pris contact, a confirmé la nouvelle, en ajoutant qu'il semblait se passer, depuis quelques jours, en Allemagne toute une série de faits d'ordre militaire dont il se proposait de nous entretenir. Des renseignements concordants lui indiquaient, en effet, que l'on travaillait fiévreusement à accélérer la construction du système de fortifications sur le Rhin, que l'on aurait appelé, d'autre part, diverses classes de réservistes, que des mouvements de troupes anormaux et, semble-t-il, en direction de l'est se produisaient et qu'enfin, les congés du personnel militaire et civil qui devaient se prendre au mois d'août avaient été supprimés. Ces indications demandaient à être vérifiées, mais elles éveillaient immédiatement l'impression qu'il se préparait quelque chose en Allemagne à un moment où, pourtant, la situation générale ne paraissait pas, à première vue, particulièrement menaçante.



2.

La Légation de Suisse à Berlin, immédiatement invitée à vérifier l'exactitude des indications reçues à l'E.M.G., a répondu qu'il était exact que l'on procédait dans certaines régions à des réquisitions d'automobiles et que l'on accélérât les travaux de fortification à l'ouest. Elle a contesté, en revanche, qu'il y ait des appels de réservistes, des mouvements de troupes et des révolutions de congés ayant un caractère anormal. Selon des informations sûres reçues postérieurement, l'E.M.G. considère, toutefois, comme acquis qu'il y a des réservistes appartenant à des classes différentes qui ont été appelés discrètement sous les drapeaux, ainsi que des concentrations de troupes en Autriche. Les informateurs de l'E.M.G. ajoutent cependant que la situation politique apparaît comme assez calme et qu'il n'y a pas de raison de donner une signification inquiétante aux faits d'ordre militaire qui se produisent, même si l'on n'en peut donner une explication tout à fait satisfaisante. Les appels de réservistes et les réquisitions d'automobiles peuvent, peut-être, être mis sur le compte des travaux de fortification sur le Rhin et les mouvements de troupes en Autriche sur celui d'un regroupement des forces militaires dans cette région.

Nos Légations à Paris, Londres et Rome confirment que l'on ne voit, actuellement, pas de nouveaux éléments d'inquiétude.

3.

M. le Ministre Stucki a passé samedi matin à Berne, en route pour l'Engadine. J'ai eu avec lui une brève conversation. Il se montre convaincu que l'impression de détente provoquée par le succès de la visite des souverains anglais à Paris, les commentaires courtois auxquels elle a donné lieu dans la presse allemande, le bon effet causé par la visite du Capitaine Widemann à Londres, ainsi que par la conversation que l'Ambassadeur d'Allemagne a eue avec M. Chamberlain avant de partir en vacances, correspond à quelque chose de réel, malgré les nouvelles assez peu satisfaisantes des pourparlers entre Tchèques et Allemands des Sudètes. Il semble que, dans les milieux anglais, on se montre assez irrité contre le Gouvernement tchèque, et M. Benes en particulier, et que l'on aurait réussi à faire accepter par la France l'idée que le Gouvernement tchèque devrait s'entendre avec Henlein avant de soumettre à son Parlement des propositions sur la réforme de l'Etat au lieu de placer le parti des Sudètes devant un fait accompli, ainsi que cela avait été envisagé précédemment. Ce changement d'attitude serait de grandes conséquences, parce qu'il permettrait d'espérer une solution acceptable pour l'Allemagne, que l'autre méthode excluait d'emblée.

M. Stucki se montre très frappé de l'unanimité que la visite des souverains anglais a réussi à réaliser entre les partis politiques français. Il paraît incontestable aujourd'hui que la politique d'a-

4.

mitié avec l'Angleterre répond à un sentiment profond de la population française tout entière. Le sentiment de n'être pas isolé et de pouvoir compter sur l'amitié anglaise aurait peut-être pour effet, aujourd'hui, de rendre le Gouvernement français moins réservé qu'il y a quelques semaines à l'égard du problème tchécoslovaque. M. Stucki incline à penser qu'un coup de main armée sur la Tchécoslovaquie ne serait pas accepté par la France et que celle-ci serait soutenue par l'Angleterre. Il signale cependant qu'à l'occasion de la revue en l'honneur des souverains anglais, certaines personnalités militaires auraient exprimé l'avis que le système défensif allemand sur le Rhin sera bientôt si formidable qu'une offensive française de front serait pratiquement irréalisable, de sorte que ce serait la flotte et l'aviation britanniques qui, s'il s'agissait d'aller au secours de la Tchécoslovaquie, auraient à donner le premier choc. On doit alors se demander si l'Angleterre pousserait le dévouement à la cause de la France et de ses alliés jusqu'à accepter un tel rôle.

Quoi qu'il en soit, il semble bien avéré que le Gouvernement britannique a renouvelé, ces derniers temps, à diverses reprises à Prague le conseil de se montrer conciliant et il est assez frappant de constater que l'Agence Havas semble, depuis une dizaine de jours, beaucoup moins chercher que précédemment à pousser les choses au noir.

25.7.1938.